

Frédou Braun¹

Du Sud au Nord, le coût véritable d'une petite culotte

Ayant grandi dans l'arrière-boutique de sa mère qui vend des vêtements, Stéphanne Prijot a réalisé un documentaire, « La vie d'une petite culotte et de celles qui la fabriquent² », pour remonter le fil du processus de fabrication des vêtements avant leur déballage dans les rayons des magasins. La réalisatrice est partie à la rencontre des femmes qui travaillent dans l'industrie de l'habillement dans différents pays du monde. Le film fait ainsi découvrir les destins croisés de femmes dans l'ombre des filières des productions textiles : en Ouzbékistan, les ouvrières dans les champs de coton ; en Inde, la fileuse victime du système « Sumangali » ; en Indonésie, la militante et syndicaliste pour les droits des travailleuses...

Un processus de fabrication qui symbolise à lui seul les mécanismes grippés de la mondialisation capitaliste. Quelle valeur donne-t-on aux vêtements et surtout aux vies de celles qui les fabriquent ? Dans le cadre du festival Take Back the Night, nous avons diffusé le film et invité Carole Crabbé de l'asbl AchACT³ pour nous éclairer sur les enjeux humains d'une telle exploitation.

Dans le monde, 32 millions de travailleuses sont exploitées dans le secteur textile, l'un des plus mal payés. Le film dénonce la pression imposée par la mondialisation sur chaque maillon de la chaîne qui va de la récolte de la matière première, le coton, à la vente du produit fini. Mis en concurrence les uns avec les autres, des gouvernements imposent de réelles conditions de servitude à leurs ouvrières. 80 % des travailleurs sont des femmes⁴. Invisibles, corvéables à souhait, mais aussi fortes et dignes, ces femmes supportent souvent seules le poids de nourrir leurs familles. Des migrant.e.s internes font également partie de la masse ouvrière exploitée.

De la production à la consommation

Dans les années 70, les marques de vêtements avaient leur propre usine. Une répartition relativement équitable était réalisée entre les trois étapes (conception du produit, fabrication du vêtement, vente). A présent, comme la rotation des produits est extrêmement rapide (un grand nombre en peu de temps), le gros de l'industrie de la confection a quitté les pays occidentaux pour s'installer dans des pays à bas salaires, moins regardants sur les normes sociales, fiscales ou environnementales. L'essentiel du budget est quant à lui consacré à la conception et la vente (entendez le marketing !). La délocalisation et la sous-traitance sont donc bien un mouvement permanent, parfaitement intégré dans les politiques d'approvisionnement des marques. Elles constituent une épée de Damoclès rendant extrêmement difficile l'obtention d'acquis sociaux pour les travailleuses et menaçant tous les

¹ Chargée de projets chez Corps écrits

² http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/55165_1

³ <http://www.achact.be/news.htm>

⁴ C'est pourquoi dans cette analyse nous parlerons de travailleuses, même si parfois il s'agit d'hommes aussi.

progrès péniblement obtenus. Pour entretenir un niveau de profit élevé, les entreprises ont tendance non seulement à profiter des inégalités existantes en déplaçant leurs productions vers les zones où les coûts sont les plus bas, mais en outre à agir pour perpétuer en permanence ces inégalités. C'est ce qui arrive dans la production en filière de sous-traitance, particulièrement poussée dans le secteur de l'habillement. Les entreprises locales sont pieds et poings liés aux marques. La mécanisation légère reposant sur l'emploi de nombreuses travailleuses fait de la confection un secteur industriel intéressant pour le développement économique d'un pays où cette main d'œuvre est disponible. Ce qui entraîne une concurrence forte qui contribue à maintenir des coûts de main d'œuvre très bas. Différents mécanismes entretiennent la précarité de l'emploi : une relation de travail précaire, les entraves ou interdictions d'organiser des syndicats, le maintien des inégalités entre hommes et femmes, la migration interne, etc.



Le fait de produire des vêtements « kleenex » trop bon marché permet à la population des pays occidentaux de cultiver la croyance d'une prospérité. Alors que notre société connaît aussi la précarité. D'autant que ce type de vêtements n'est pas durable. Rien ne coûte si cher que du bon marché qui ne sert à rien ! Cette course à la consommation concourt à nourrir le système capitaliste. Une participante au débat questionne le rôle de l'école, le message à faire passer aux adolescent.e.s qui effectuent une rotation des fringues plusieurs fois par an pour une question de mode : frénésie inutile de la consommation, pas que chez les jeunes d'ailleurs. Certaines professions et entreprises poussent leurs employé.e.s à consacrer une part de leur budget personnel au renouvellement de leur garde-robe. Sans parler de l'entretien des stéréotypes de genre qui permettent de cibler les femmes comme les plus grosses consommatrices.

Le système est fait pour qu'on ne fasse pas de lien avec ce que l'on consomme. Comme l'exprime la mère de Stéphanne dans le film, il faut redévelopper l'empathie, ce qu'il y a de commun entre les femmes concernées, afin de les pousser à faire des choses ensemble, afin de mettre en marche le moteur d'un changement.

La délocalisation des entreprises : la source de l'exploitation

En Ouzbékistan, où s'étendent à perte de vue des champs de coton, la monoculture du coton depuis l'époque soviétique est non seulement du travail forcé, mais aussi une catastrophe écologique. Deux fleuves ont été détournés et leurs eaux qui irriguent aujourd'hui les champs alimentaient auparavant le quatrième plus grand lac au monde, la mer d'Aral, désormais asséché.

En Inde, c'est l'étape du filage. L'exploitation des femmes s'appuie ici sur une culture patriarcale archaïque et misogyne, encore très ancrée dans le pays, notamment dans les campagnes, ainsi que sur l'ancien système des castes, toujours bien vivant. Le film dénonce le système « Sumangali » qui permet aux entreprises d'aller chercher des jeunes filles dans les villages. Ces dernières signent pour travailler dans l'usine pendant 3 ans afin de pouvoir payer leur dot, système qui ruine souvent la famille de l'épouse. Soumises à des horaires de travail très durs, elles ne peuvent pas sortir de l'usine, elles y logent, comme des détenues, comme l'exprime dans le film une jeune indienne. Si elles sortent, elles perdent leur salaire. Un témoignage raconte qu'une fille en sort quand même, mais que sa jeune sœur est alors obligée de la remplacer. La plupart ne tiennent pas 3 ans : c'est une arnaque. Les contrats sont des promesses faites au début de l'engagement et se transforment en moyen de pression. D'autant que ces filles gagnent un salaire de misère de 37 euros par mois, alors que le salaire minimum vital (mais pas garanti)⁵ pour survivre dans le pays est de 191 euros par mois.

En Indonésie, les firmes textiles internationales se ruent sur les usines délocalisées en raison des salaires dérisoires payés aux ouvrières, fixés par le gouvernement. Des syndicats ont

⁵ <https://www.consoglobe.com/salaire-minimum-inde-cg>

commencé à se développer pour la défense des travailleuses et exiger du gouvernement l'établissement d'un salaire minimum décent.

En Chine, le plus gros producteur de vêtements avait les salaires les plus bas. Face au refus des travailleuses dans le Nord du pays de continuer à travailler dans ces conditions, la Chine a réagi en augmentant les salaires. À présent, un salaire revient à 500 euros par mois (comme au Portugal) dans le secteur de l'habillement. Le gouvernement a eu la volonté politique de développer un marché interne où les consommatrices sont les travailleuses. Il fallait donc que ces dernières gagnent assez d'argent pour dépenser.

Au Bangladesh, les travailleuses sont exploitées au maximum. Il n'y a aucune liberté associative, ni aucune loi de protection de leurs droits. Les syndicats ne couvrent que 30 milles membres sur des centaines de millions de travailleuses.

Et même au sein de l'Europe, en Roumanie, les travailleuses ont le même pouvoir d'achat qu'au Bangladesh, elles ne reçoivent même pas le salaire minimum.

En France, un devoir de vigilance est mis en place : un rapport sur les entreprises doit être fait concernant les risques pour celles qui emploient plus de 5000 travailleuses, mais quelles entreprises a plus de 5000 travailleuses en France ou en Belgique ?

Combattre la précarisation : le rôle des syndicats

Aucune marque de vêtements n'intègre le montant d'un salaire vital dans le prix qu'elle paie à ses fournisseurs. Pour lutter contre la précarisation, il s'agit d'abord de renforcer les travailleuses pour qu'elles puissent défendre leurs droits. Comment créer un syndicalisme plus puissant, voire une fédération des syndicats ? Les syndicats en Belgique et en Europe pourraient soutenir ceux qui voient le jour ailleurs dans le monde. La FGTB/SETCA soutient par exemple le syndicat présent dans le film en Indonésie. Les syndicats doivent aussi interroger leurs propres pratiques en matière de participation des femmes par exemple. Si les syndicalistes sont actifs, comme c'est le cas pour l'ouvrière indonésienne dans le film, c'est intéressant pour le soutien des filières. Il y a des solidarités à créer au niveau des filières de production de l'habillement, entre syndicats et organisations de femmes et de migrant.e.s.

Combattre la précarisation passe aussi par des mesures macroéconomiques telles que la mise en place de politiques commerciales exigeant un niveau minimum de respect des droits humains. Le syndicat international « Global Union⁶ » tente de développer des projets, de développer une politique de collaboration avec les marques. Mais il y a encore peu d'impacts.

Il existe des accords-cadres avec Zara ou H&M : ces marques s'engagent à respecter les droits des travailleuses. Cependant, il y a un manque total de transparence de leur part. Il est donc

⁶ <https://www.uniglobalunion.org/fr>

difficile pour les consommateurs et consommatrices de faire un choix⁷ en connaissance de cause.

Pour aller plus loin :

Ranaplaza.be, Respecter les droits humains dans l'industrie de l'habillement, une publication d'AchACT, 2016

Un autre documentaire dénonçant les inégalités Nord/Sud provoquées par le marché de l'habillement : The True Cost - <https://www.youtube.com/watch?v=eieFQE5gdK4>

⁷ Une autre analyse développe les enjeux de la consommation responsable en matière de vêtements : Frédou Braun, *Acheter ses vêtements de manière équitable ?*, Corps écrits, 2019